

# ACTEURS

## COP25: la prochaine décennie est notre dernière chance

OLIVIER FERRARI

Directeur général **CONINCO**

**Le Brésil, l'Inde et l'Égypte, des pays représentant 20% de la population mondiale sur trois continents, font échouer un texte qui aurait enfin permis de faire un pas positif pour un engagement politique affirmé pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Ce politique confirme un nouvel échec après Katowice en 2018, et ceci malgré une prise de conscience qui devient globale tant au niveau des populations, que de l'économie.**

En considérant cet échec, sommes-nous la dernière vague à bénéficier du privilège de vivre dans une atmosphère non hostile à la vie de l'humain sur cette planète? Le temps nous est décompté et ce nouvel avortement de bonne intention démontre

bien que les forces politiques sont de plus en plus éloignées des «intérêts» des citoyens. Que peut-on retenir de cette quinzaine presque pour rien?

L'objectif de cantonner le réchauffement à 1,5° en 2100 n'est plus qu'une illusion, car la courbe de l'évolution se situe dans le pire des scénarios, soit des prévisions de 4° à 5° d'ici à l'horizon de 2100. Un ensemble d'indicateurs relèvent même que d'ici en 2030, la température est déjà sur une tendance de 3° à 4,5°. Lors d'un échange en direct, le 11 décembre en assemblée plénière, avec un astronaute de la station

spatiale en orbite à 100 km de la terre, à la question de qu'elles sont les considérations sur l'évolution du climat de la terre, il a été répondu sans hésitation que depuis six ans il est constaté un mouve-

ment négatif visible mois après mois. Deux propos que sont d'une part, la fonte simultanée tant de l'Arctique, que de l'Antarctique et des glaciers

ainsi que, d'autre part, des feux de forêt, en plus de leur éradication organisée, en Amérique du Sud, Afrique, Asie et Océanie. Cette simultanéité démontre clairement que les pouvoirs politiques sont impuissants, voire ma-

nipulateur de l'opinion, ceci pour gagner, cette fois, de la croissance économique et positionner chaque Etat en situation de pays attractif pour favoriser, entre autres, un développement exponentiel du tourisme. Ce point est le cas affirmé de la Malaisie lors de la COP24 à Katowice.

Aucun pays émetteur n'a fait d'annonce significative pour relever ses ambitions, ni donné de signe clair de vouloir accélérer une indispensable matérialisation d'une réduction nécessaire de nos émissions de CO<sub>2</sub>. Et cela sans compter que les Etats-Unis quitteront l'accord de Paris en novembre prochain. Les ambitions et le financement des compensations des impacts négatifs découlant des catastrophes climatiques ont relevé les principales divisions pour réaliser un compromis. Nous nous retrouvons une

fois de plus dans des considérations «pécuniaires» qui ne font qu'amplifier le fossé entre les pays riches et pauvres. Nous nous voilons la face devant le vacarme des fossoyeurs qui ensevelissent notre environnement alors même que

nous pourrions, au contact des multiples échanges qui nous rapprochent de tout un chacun, avoir envie de contribuer à façonner un monde différent. Individualisation et globalisation ne sont plus en adéquation sans prise en compte de l'environnement. Une norme collective à partager par l'ensemble des parties prenantes semble se trouver dans une impasse.

La prochaine décennie est notre dernière chance, une des réponses se devrait aussi de retrouver une finance qui canalise l'épargne vers l'économie réelle, et non plus la finance par la finance, par exemple en interdisant tout ce qui est le trading à haute fréquence et ses dérivés, pour financer le développement des technologies et créer une nouvelle croissance économique. ■

UNE DES RÉPONSES  
SE DEVRAIT DE RETROUVER  
UNE FINANCE  
QUI CANALISE L'ÉPARGNE  
VERS L'ÉCONOMIE RÉELLE,  
ET NON PLUS LA FINANCE  
PAR LA FINANCE.